



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 05/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLCIM BGHR (ex GRAVIERE de la HARDT)

lieu-dit Ritty
68730 Blotzheim

Références : 0006700339_2025_01_14_HOLCIM_Sierentz_Viic_ech fin extraction
Code AIOT : 0006700339

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement HOLCIM BGHR (ex GRAVIERE de la HARDT) implanté RITTIECKE - RD 19b ZERC3 68510 Sierentz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée dans le cadre du suivi des exigences associées à la fin d'exploitation (échéance de l'autorisation au 31 janvier 2026) avec une fin d'extraction prévue 6 mois avant, soit au 31 juillet 2025.

L'inspection a donc porté sur l'avancement de l'exploitation et les mesures de remise en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM BGHR (ex GRAVIERE de la HARDT)
- RITTIECKE - RD 19b ZERC3 68510 Sierentz
- Code AIOT : 0006700339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière exploitée à sec et en eau, est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 1996 pour une durée de 30 ans.

L'extraction est autorisée jusqu'au 31 juillet 2025 (6 mois avant l'échéance de l'autorisation) et la remise en état doit être achevée à l'échéance de l'autorisation.

L'autorisation embarque également l'installation de transit de matériaux concernant les matériaux extraits (2517 à enregistrement).

Aucune installation de traitement n'est présente sur le site.

La vitesse d'extraction maximale prévue était de 540 000 t/an pendant les 10 premières années et 1 440 000 t/an ensuite.

Référentiel réglementaire

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 960131 du 31 janvier 1996 autorisant la Sté Gravière de la Hardt à exploiter, à sec et en eau, une carrière à Sierentz (68)

Actes et courriers modificatifs :

- arrêté préfectoral n° 11953 du 13 juillet 2001 (prescriptions complémentaires : réalisation à l'extérieur du périmètre de la carrière d'un bassin d'infiltration des eaux du ruisseau Rittigraben pour éviter son déversement dans le plan d'eau de la carrière),
- arrêté préfectoral n° 2013-154-060 du 3 juin 2013 (prescriptions complémentaires : mise à jour du parcellaire ; mise à jour du phasage d'exploiter ; mise en exploitation différée de la partie Sud-Est du site ; mise à jour des prescriptions de cessation définitive d'activité, de contenu du plan d'exploitation, de garanties financières de remise en état, de surveillance de la qualité des eaux souterraines),
- lettre préfectorale du 30 septembre 2013 actant l'antériorité pour une activité de stockage temporaire de matériaux de la carrière pour une surface supérieure à 30 000 m² (rubrique 2517 de la nomenclature : régime Autorisation),
- arrêté préfectoral du 27 avril 2017 (prescriptions complémentaires : modification du phasage d'exploitation ; autorisation de réaliser en partie Ouest du site un casier pour le stockage définitif / enfouissement des matériaux de découverte du site de la carrière ; modification des garanties financières de remise en état, des dispositions de remise en état, des conditions de stockage des matériaux de découverte avant mise en remblaiement, de la surveillance de la qualité des eaux souterraines, etc.),
- arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 (prescriptions complémentaires : modification de la profondeur d'extraction pour un défrèvement maximal du site et arrêté consolidé),
- lettre préfectorale du 16 juillet 2020 (modification du parcellaire de la carrière compte tenu de l'exclusion de la parcelle 231 - section 2 à Sierentz : superficie 39,28 ares),
- arrêté du 12 avril 2021 portant prescriptions complémentaires à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin pour ses installations sur le site de sa carrière de Sierentz aux lieux-dits Koetzinger Hardt, Grassweg, Schluck, Lachen, Eichbaeumlein, Hocker, Gantzboden, Ritti, Rittiecke et Lange Ritti (68) (dite « ancienne Gravière de la Hardt »).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défruitement	Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Garanties	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	financières	31/01/1996 modifié, article 25.2	l'exploitant	
4	Aménagements (hirondelles des rivages)	Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 26bis-1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aménagement réalisé pour les hirondelles des falaises n'est pas fonctionnel.

L'exploitant doit apporter certains éléments complémentaires concernant le défruitement de la partie du plan d'eau exploité et concernant le montant des garanties financières actuellement cautionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage (respect des données techniques)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le dossier de demande d'autorisation du 28 avril 1995, • dans les divers dossiers techniques de demande de modifications des conditions d'exploiter, <p>en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter et des règlements en vigueur.</p> <p>...)</p> <p><u>Annexe (PJ4) de l'arrêté préfectoral de 2017</u> (Voir en annexe)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation mis à jour le 14 octobre 2024 (cf. annexe).</p>

L'exploitation de la carrière est dans sa 3e phase d'exploitation (phase allant du 31 janvier 2022 au 31 janvier 2026). Cependant, il apparaît que l'exploitation se situe dans le début de la 3e phase et non au milieu ou vers la fin de cette dernière.

En conséquence, le volume de matériaux restant à extraire est supérieur à ce qu'il devrait être.

L'exploitant précise verbalement que les estimations faites indiquent qu'il resterait l'équivalent de 19 mois de gisement à l'échéance de l'autorisation à extraire des matériaux (soit au 31 juillet 2025). Il indique qu'un « porter à connaissance » sera déposé afin d'obtenir une prolongation d'autorisation pour finaliser l'extraction et la remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défruitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Approfondissement

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit permettre un défruitement maximum du gisement en profondeur ; elle aura lieu au minimum à la profondeur de :

Partie Est du site	232/231 mNGF
Partie médiane	233 mNGF
Limite Ouest	237/236 mNGF

(...)

Constats :

Le plan d'exploitation indique la bathymétrie du plan d'eau. Les parties de la carrière déjà exploitées (phases I et II) montrent que la partie Nord a été approfondie globalement comme prévu, indiquant des profondeurs de plan d'eau aux environs de 232 m NGF, dans la partie Nord-Est.

Par contre, dans la partie centrale (cf. plan en annexe) les profondeurs du plan d'eau sont situées à 236-237 m NGF, au lieu des 233 m NGF prévus.

L'exploitant précise que le gisement n'est pas homogène et qu'il existe une couche de marne qui limite la profondeur du gisement et, en particulier, dans la partie centrale du plan d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, par courriel du 23 janvier 2025, a transmis une étude géologique de la carrière.

Cette étude montre une hétérogénéité du toit des marnes (cf. plan en annexe). Cependant, il apparaît que le toit de marnes se situe à une altitude de 233 m NGF dans la zone centrale du plan d'eau (correspondant à la valeur d'approfondissement fixée dans l'arrêté préfectoral).

L'exploitant complètera ces éléments, dans un délai d'un mois, afin d'expliquer la différence de 3 à 4 m entre le toit des marnes (étude de 2017) et le relevé bathymétrique de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996 modifié, article 25.2							
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières							
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>La durée de l'autorisation de 30 ans est divisée en 6 périodes. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :</p> <p style="text-align: center;">Périodes :</p> <table> <tr> <th>Périodes</th><th>Montant total en Euros TTC</th></tr> <tr> <td style="text-align: center;">(...)</td><td style="text-align: center;">(...)</td></tr> <tr> <td>Du 31 janvier 2022 au 31 juillet 2026 (6 mois après l'échéance de remise en état)</td><td style="text-align: center;">432 631 (**)</td></tr> </table>		Périodes	Montant total en Euros TTC	(...)	(...)	Du 31 janvier 2022 au 31 juillet 2026 (6 mois après l'échéance de remise en état)	432 631 (**)
Périodes	Montant total en Euros TTC						
(...)	(...)						
Du 31 janvier 2022 au 31 juillet 2026 (6 mois après l'échéance de remise en état)	432 631 (**)						
<p>(*)Les montants de garanties financières ont été établis sur la base des modalités de calcul de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières.</p> <p>(**) montants actualisés sur la base de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice TP01 de référence: 616,5 et taux de TVA de référence : 19,6 %, - taux de TVA : 20 %, - dernier indice TP01 base 2010 connus (Août 2016) : 102,30 ; coefficient de raccordement : 6,5345 ; sois nouvel indice TP01: 668,4 							
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement (société : Atradius Managing risk, enabling trade) datant du 14 janvier 2025, d'un montant de 545 969,33 Euros.</p> <p>Sa période de validité s'étend du 30 janvier 2022 au 30 juin 2026.</p>							
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection ne dispose pas du détail du calcul et notamment la valeur de l'indice TP01 pris en compte pour l'actualisation du montant de la garantie financière de 2025.</p> <p>L'exploitant transmettra sous 3 mois le détail du calcul d'actualisation et en particulier le montant de l'indice TP01.</p> <p>L'exploitant transmettra son acte de cautionnement révisé pour que la durée de la garantie</p>							

financière soit conforme à la prescription susvisée, soit jusqu'au 31 juillet 2026 (et non jusqu'au 30/06/2026).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagements (hirondelles des rivages)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 26bis-1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements (hirondelles des rivages)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des hirondelles de rivages ont été détectées (nichage) en partie supérieure des talus à sec résultant de la réalisation du casier d'enfouissement des stériles d'extraction de la carrière (stériles de découverte, terres de découverte et terres végétales) en partie Ouest du site de la carrière (<i>voir article 17 du présent arrêté préfectoral</i>).</p> <p>Une falaise à hirondelle est réalisée en angle Nord-Ouest de la carrière, à la cote du terrain naturel ; cette falaise est d'au moins 3 m de hauteur et 15 m de longueur, orientée vers l'Est ; l'exploitant entretient cet aménagement.</p> <p>En aucune façon des secteurs sur lesquels des espèces protégées ont été mises en évidence ne doivent être touchés ou endommagés par l'exploitation (stockage de terres et de stériles, stockage de matériaux, exploitation) sans réalisation préalable des mesures d'évitement ou de réduction d'impact répondant à l'objectif de réalisation.</p> <p>Dans l'hypothèse où le suivi écologique à réaliser en 2021 ne confirme pas l'implantation des hirondelles de rivage sur la falaise artificielle réalisée dans l'angle Nord-Ouest de la carrière à proximité du casier d'enfouissement alors la destruction des habitats mis en évidence au niveau du casier d'enfouissement de stériles d'extraction n'est pas autorisée. Il appartiendra alors à l'exploitant, s'il envisage la destruction des habitats présents au niveau des talus du casier d'enfouissement de solliciter une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'habitat d'espèces protégées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'aménagement réalisé pour l'hirondelle des rivages a été vu (cf. photo en annexe). L'aménagement a été réalisé dans la partie ouest de la carrière à l'angle nord-ouest du talus sur le casier remblayé.</p> <p>Le rapport de suivi écologique d'octobre 2024, remis le jour de l'inspection, indique que l'aménagement n'est pas fonctionnel. En effet les matériaux sont trop tassés et empêchent les hirondelles de creuser pour nicher.</p> <p>Cependant, il précise que « dans l'immédiat , il ne paraît pas nécessaire d'envisager des mesures correctives au vu de la bonne situation de l'espèce ».</p> <p>L'aménagement réalisé n'a donc jamais été modifié.</p> <p>Aucune demande de dérogation n'a été sollicitée.</p> <p>Ceci constitue donc un non-respect de l'article 26bis-1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 modifié (par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2021).</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il appartient à l'exploitant, de préciser dans un délai d'un mois, les dispositions mises en œuvre afin de prévenir l'incidence de son exploitation sur l'Hirondelle des falaises.</p> <p>Par ailleurs, L'analyse de l'impact de la carrière sur la faune et la flore ainsi que les mesures envisagées devront être contenues dans le porter à connaissance envisagé par l'exploitant pour obtenir une prolongation de son autorisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

